

L'Europe cherche à durcir les règles contre les migrants



Au milieu du scandale pour la séparation des enfants des sans papiers aux États-Unis qui a forcé le président Donald Trump à faire un demi-pas en arrière, maintenant l'Union Européenne s'apprête à prendre des mesures plus draconiennes contre ceux qui tentent de gagner les côtes du Vieux Continent à la recherche du rêve d'une terre d'opportunités.

Plusieurs leaders de ce bloc continental tiendront un mini-sommet dimanche prochain dans le but de réviser un projet polémique annoncé par le Commissaire Européen chargée de l'Immigration, Dimitris Avramopoulos, qui consiste à chercher un point de débarquement hors du territoire continental pour rassembler ceux qui tentent de traverser la Méditerranée.

Dans cet endroit hypothétique qui pourrait se trouver dans un pays du Nord de l'Afrique ou des Balkans, l'on séparerait ceux qui désirent émigrer pour des raisons économiques et que l'on contraindrait de rentrer dans leurs pays d'origine ; ceux qui demandent l'asile pour des motifs politiques, qui fuient la guerre et la violence.

Sans aucune pudeur, le projet prévoit l'adoption de mesures urgentes pour faire la distinction entre les migrants économiques et ceux qui ont besoin de protection internationale, établissant ainsi, d'un trait de plume, que les pauvres restent à l'écart de toute initiative de garantie humanitaire et qu'ils n'ont pas d'autre alternative que d'oublier leurs rêves et de retourner à la misère quotidienne.

Conscient du fait que ce plan soulèvera des polémiques, Dimitris Avramopoulos, s'est empressé de dire que l'Union Européenne ne cherche pas à créer un camp similaire à celui que les États-Unis ont créé dans la base navale de Guantánamo qui usurpe une portion du territoire cubain contre la volonté du gouvernement et du peuple de notre pays. Mais , à vrai dire, je ne vois pas la différence.

Les résultats des discussions de dimanche prochain auxquelles prendront part les chefs d'état ou de gouvernement de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce, de l'Autriche et de la Bulgarie serviront à l'élaboration du brouillon qui sera, sans aucun doute l'un des thèmes au centre du Sommet Européen de Bruxelles prévu les 28 et 29 juin prochains.

La température est montée en ce qui concerne les questions migratoires dans le bloc continental quand le nouveau gouvernement d'extrême-droite de l'Italie, ayant à sa tête Guiseppe Conte, a refusé de permettre le débarquement de plus de 600 migrants provenant de l'Afrique Sous-saharienne qu'il a laissés à la dérive en haute mer jusqu'à ce que l'Espagne ait décidé de les accueillir de façon temporaire pour éviter une crise humanitaire.

Il n'est pas question de dresser un mur au style de Trump mais de créer un centre de concentration loin de l'Europe pour pouvoir compter et trier les migrants comme s'il s'agissait de bétail.

Tout le monde sait que la solution ne passe pas par la création de barrières quelles qu'elles soient pour endiguer les masses humaines qui fuient, de façon désespérée, la misère, la violence, les guerres et la mort, mais par la restitution aux pays pauvres d'une partie des ressources que les pays riches, leurs anciennes métropoles, leur ont arrachées pendant des siècles. Que disparaisse la pauvreté et la migration massive disparaîtra : quelque chose si facile à dire mais tellement difficile à comprendre par les puissants.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/165274-leurope-cherche-a-durcir-les-regles-contre-les-migrants>



Radio Habana Cuba